

compte adopter pour arriver à l'égalité réelle dans les outre-mer.

La mise en œuvre passe par une égalité entre les partenaires pour le partage des responsabilités, ainsi que par la création d'un Comité de parrainage ouvert à des personnes qui ne souhaitent pas être élues, mais qui veulent participer à la construction de l'avenir de leur pays. Le Comité de parrainage sera donc associé à la discussion du programme, et « il s'engage à accompa-

igner l'équipe d'élus durant toute la mandature ».

Bilan et décision

L'appel se concluait de la sorte : « Sur ces bases, le PCR est prêt à engager, dès maintenant, les discussions pouvant aboutir à des accords avec les organisations politiques et tous ceux et toutes celles qui le sou-

haitent dans le but de faire équipe ensemble pour les prochaines régionales ». Aujourd'hui sera fait le bilan de ces rencontres, et une décision sera prise.

Emotion, prise de conscience et décisions en Europe

Migrants : l'indignation et l'action jusqu'à Paris et Mayotte ?

La photo d'un enfant syrien mort noyé sur une plage de Turquie a réveillé des consciences dans le monde et à La Réunion. L'émotion va-t-elle déboucher sur des solutions durables ? La croissance démographique sur fond d'inégalités et de changement climatique accentuera tous les jours la crise. La prise de conscience ira-t-elle jusqu'au sud de l'océan Indien, où des milliers de personnes sont mortes en tentant de se rendre clandestinement à Mayotte ?

Les images d'Aylan Kurdi ont fait le tour du monde. Ce jeune enfant syrien est mort en tentant avec ses parents la traversée entre la Turquie et la Grèce. Sa mort a fait se lever une vague d'indignation. En Europe, cela a amené le gouvernement français à revoir son attitude et à s'aligner sur celle de l'Allemagne, un pays qui a besoin de l'immigration à cause du vieillissement de sa population. D'autres pays tentent de rester sur une position de fermeture, ce sont ceux d'Europe de l'Est qui sont en première ligne. Mais d'autres drames auront lieu si des mesures d'ouverture ne sont pas prises.

5.000 personnes par jour

Rien que pour le bras de mer entre la Turquie et la Grèce, le flux des réfugiés est continu. L'Organisation internationale des migrants (IOM) a fait ce décompte : 5.000 réfugiés par jour sont arrivés en Grèce par la mer la semaine dernière. Les capacités d'accueil sont insuffisantes dans les îles grecques. Quand ils quittent la Grèce et arrivent en Hongrie, les

réfugiés ne sont pas les bienvenus à cause de la politique du gouvernement de ce pays. L'exaspération est telle que des centaines de personnes ont tenté hier d'aller à pied de Budapest à la frontière autrichienne.

Cette crise en Europe de l'est ne doit pas faire oublier que chaque jour des personnes tentent la périlleuse traversée entre les rives de la côte africaine et l'île de Lampedusa en Italie. Mercredi, un bateau a sauvé 91 personnes d'un naufrage. Le nombre de victimes est inconnu.

Des facteurs durables poussent des milliers de personnes à prendre tous les jours des risques considérables. Au facteur conjoncturel qu'est la guerre s'ajoute la pression des inégalités. La croissance démographique et le changement climatique sont deux phénomènes qui vont accentuer durablement ce mouvement. Ce qui veut dire que ce n'est que le début d'une crise qui sera beaucoup plus grande.

Pour le moment, c'est le débat autour de solutions d'urgence avec des propositions pour augmenter les capacités d'accueil pour intégrer ces réfugiés en Europe. Il est clair qu'il faudra aller plus loin, tant que persisteront les inégalités dans le

monde.

Le drame des kwassa kwassa

Notre région est particulièrement concernée par ce drame. Tous les jours, des personnes tentent de traverser le bras de mer séparant Anjouan de Mayotte. Le voyage dure une nuit. Cette prise de risque est la conséquence d'une décision de l'administration française, qui a interdit le libre accès à Mayotte pour les habitants des trois autres îles de l'archipel des Comores.

À la différence de l'Europe où les solutions sont complexes, car elles impliquent de nombreux pays, le drame des migrants entre Anjouan et Mayotte peut se régler plus rapidement. Le gouvernement peut décider de supprimer l'obligation d'un visa pour entrer à Mayotte. C'est en effet ce visa qui est le point de départ de la tragédie des kwassa kwassa. En Europe, des mesures d'urgence sont appliquées. Inspirent-elles la France dans notre région ?

M.M.

Édito

Lettre ouverte aux télés et radios, agences de presse quotidienne et numérique de La Réunion

Dans 3 mois, Paris accueillera la COP21, la Conférence sur le climat. Plus de 30 000 personnes sont attendus à cet événement mondial. Les enjeux sont très importants et cela concerne chaque Réunionnaise et Réunionnais.

Aujourd'hui, les experts scientifiques et les décideurs politiques possèdent suffisamment d'informations concordantes pour engager l'humanité dans un sursaut salvateur. La société civile prend une part très active dans ce débat. Récemment, le Pape a apporté sa caution morale et sa contribution.

Des objectifs concrets et contraignants, opposables à tous, devront être obtenus. Ce qui met une pression hors norme sur le dos des organisateurs et participants. Ils seront sous les projecteurs et en premières ligne.

La génération actuelle porte sur ses épaules une très lourde responsabilité. Car, c'est celle qui dispose des informations de plus en plus fiables et qui doit prendre des décisions pour sauver la planète.

Pour l'honneur de La Réunion et des Réunion-

nais, un homme a pris la sienne, c'est Paul Vergès. Il a déposé une proposition de loi au Sénat qui a été votée à l'unanimité. Depuis 14 ans, il préside l'ONERC. Chaque année, il remet au gouvernement un rapport et des recommandations. Ce travail colossal est une référence.

Celui-ci mérite d'être connu à La Réunion. Tel est le message de cette lettre ouverte aux télés et radios, aux agences de presse quotidienne et numérique de La Réunion. Valorisons La Réunion et les Réunionnais. Que Paul Vergès soit invité à expliquer les enjeux de la COP21.

Ary Yée Chong Tchi Kan

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Libre opinion du Professeur André Oraison

Une réforme statutaire pour la Corse. Pourquoi pas la même à La Réunion ?



André Oraison.

Après le vote de la loi du 16 janvier 2015, portant réduction de moitié du nombre des régions en Métropole, le Gouvernement de Manuel Valls a fait adopter la loi du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République. Or, cette loi intéresse directement La Réunion car elle prévoit dans son article 30 la création - à compter du 1er janvier 2018 - de « la collectivité de Corse », une collectivité à statut particulier au sens de l'article 72 de la Constitution, « en lieu et place de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse-du-Sud et de Haute-Corse ».

De fait, la réforme que nous proposons est du même ordre : elle consiste à créer une collectivité territoriale unique afin de remplacer le département et la région qui coexistent à La Réunion depuis l'entrée en vigueur de la loi du 31 décembre 1982 (1). Déjà enclenchée en 2010, en Guyane et à la Martinique en application de l'alinéa 7 de l'article 73 de la Constitution et chaque fois avec l'accord des populations locales, conformément à l'alinéa 2 de l'article 72-4 de la norme suprême, cette réforme s'impose à La Réunion dans la mesure où la coexistence du département et de la région sur la même aire géographique et concernant le même groupement humain est inutile et coûteuse. Elle l'est d'autant plus que cette île se caractérise par

l'étroitesse de son assise territoriale (2 512 kilomètres carrés) et - par rapport aux régions métropolitaines - la faiblesse numérique de sa population (850 000 habitants).

La fusion du département et de la région aurait d'abord pour effet de réduire les coûts de fonctionnement des services publics réunionnais. Elle permettrait également à La Réunion de renforcer son influence politique auprès du Gouvernement de Paris et son poids économique auprès des États du bassin sud-ouest de l'océan Indien. Elle donnerait enfin à La Réunion la possibilité d'accroître son efficacité à l'égard de la population locale en matière économique, sociale et culturelle.

Mais pour être efficiente, la réforme implique des ressources et des compétences nouvelles dans le domaine de l'emploi pour la collectivité unique ainsi que la suppression de l'alinéa 5 de l'article 73 de la Constitution qui empêche La Réunion de disposer d'un pouvoir législatif et réglementaire par habilitation, selon le cas, du Parlement ou du Gouvernement dans des matières comme la fiscalité locale, l'éducation, l'énergie, les transports, et d'abord - priorité des priorités - l'emploi des jeunes.

Dans cette optique, deux propositions de loi constitutionnelle destinées à doter le département et la région d'outre-mer (DROM) de La Réunion de pouvoirs identiques à ceux de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique ont été déposées au Parlement : la première au Palais du Luxembourg par le sénateur communiste Paul Vergès, le 10 avril 2013, et la seconde au Palais Bourbon par la députée socialiste Ericka Bareigts, dès le lendemain. Une réforme structurelle aux multiples facettes est ainsi engagée. Encore faut-il espérer qu'elle soit menée à son terme.

Une collectivité territoriale unique à La Réunion pourrait plus aisément prendre en considération certaines des propositions contenues dans le rapport sur « La régionalisation de l'emploi en Outre-mer » remis le 4

décembre 2013 par Patrick Lebreton à Victorin Lurel, ministre des Outre-mer. Après avoir exclu le recours à la préférence régionale à l'embauche, ce rapport contient en effet 25 propositions pour régionaliser, dans le respect de la Constitution, l'emploi des Ultramarins dans les DROM et restreindre ainsi la concurrence des Métropolitains (2).

Certes, il convient de rester lucide : la réforme structurelle proposée n'a pas la prétention d'éradiquer tous les maux qui frappent La Réunion. Néanmoins, comme certaines des propositions du rapport du député-maire socialiste de Saint-Joseph, elle pourrait contribuer à en résoudre - au moins en partie - un certain nombre, notamment dans le domaine de l'assainissement des finances publiques locales et dans celui aujourd'hui explosif de l'emploi des Réunionnais actifs de moins de 25 ans.

Les économies réalisées pourraient être utilisées pour renforcer la formation des jeunes en fonction des besoins spécifiques de La Réunion et multiplier les contrats aidés - notamment les contrats d'avenir - qui ont vocation à déboucher sur des contrats de travail classiques à l'issue du dispositif (3).

André Oraison, Professeur des Universités, Juriste et politologue

(1) A. ORAISON, « Plaidoyer pour un Congrès », *Le Quotidien de La Réunion*, mardi 9 juin 2015, p. 51.

(2) Consulter à ce sujet l'interview de Patrick Lebreton, sous le titre « On ne peut pas admettre que le Réunionnais soit si souvent chassé de l'emploi dans son propre pays », in *Le Journal de l'île de La Réunion*, jeudi 5 décembre 2013, p.8-9.

(3) E. M., « Contrats aidés : des passeports pour l'emploi ? », *Le Journal de l'île de La Réunion*, jeudi 13 août 2015, p. 6.

Di sak na pou di**I fé vni z'oignon dopi La Frans ziska, isi !**

Si zot i sava dann in gran sirfas zot lé riskab dann réyon « frui épi légime » trouv zoignon i sort l'Inn. Sa nana an poundyak sa ! z'oignon La Rényon lé pli rar ! Mé sak zot i pé oir osi sé z'oignon i sort La Frans... Z'oignon-la, sa in légime kréol i manj in bonpé : nana sa dann tout kari, safran-li, masalé li, akomodaz lo grin, sop-sui épi dann tout salad, nana dann lo grin. Mèm in pé pou fé lo fransé i fé tart avèk zoignon. Sé dir !

Konm bann tèt prop dann biro i di : « Alala in bon jite pou dévlop in prodiksyon rényonéz ! ». I produi sir plas, la tèr lé bon, nana la maladi mé pa pliské dsi d'ot shoz, i fé zékonomi késtyonn gaz a l'éfé d'sèr, é konm I di souvan légime La Rényon sa lé bien gouté ! Sof ké si ou i sava dann gran sirfas ou i trouv rarman é kan ou i trouv lé pli shèr ké sak i sort déor. Mi répète solman sak demoun i di, mi vann konm moin l'ashté. Mèm si mi koné la

kruiyans demoun i fé pa la vérité touttan.

Ala pou kosa, mi éskint mon klavyé so matin : Yèr, moin la antann, dann in télé, l'istoir in moun i fé vni z'oignon i sort La Frans. Sépa i apèl zoignon rouj sansa zoignon mov, bien koni la-ba... sof ké lo prodiksyon té fine afayi pars la konkirans lé tro for. Donk lo moun la mète dann son tête l'idé fé vni zoignonn Frans é l'afèr la bien marshé. Li vann sa par dizène dé tone é li la mèm rokil son l'az pou pran la rotrète pars l'afèr lé bon. Si tèlman bon ké dann son kartyé li sort li la fé la rolans la prodiksyon z'oignon é konm li di li la sov bann z'agrikiltèr son l'androi. Kosa mi di d'sa moin ? Bravo pou lo ga, bravo pou son vilaz mé nou kosa ni sava fé pou rolans la prodiksyon isi La Rényon . Ni krèv la boush rouvèr san défann anou ?

Nou lé pa pli for ké sa, nou rényoné ? Alon fé travay nout koko ! Alon fé bouy nout matyèr griz ! Si i fo, alon anprète avèk lé z'ot sak I é z'ot i koné fèr myé ké nou épi alon amélyor nout téknik. Nout bann plantèr nana in savoir-fèr, zot i pé fé myé ankor. Lé pa posib fé plis, pou moin shèr an gagnan son vi ? Kansrédi avèk la kiltir bio, ou sinonsa la pèrmakultur. Alon boujé ! Alon boujé vite ! Pars in pé péi, in pé sosyété, in pé kapitalis, in pé bann rastakouèr, i agard anou konm bann yène i agard bann troupo lo gnou la-ba dann la savane l' Afrik é sirtou bann zaimo fatigé, in pé malad sansa la pèrd la bann . Konm i di dann maloya, ni gingn pa amontr azot gayar nou nana ?

Georges Gauvin

Oté

Ni vot pou lo rasanbloman !

Koté mwin na d'moun na filé byin koupé i di konm sa "I plézant pa èk la plézantri". Ousinonsa i di "arèt fé la fars". Sa sé pou kass lé kui i di sa. La pou vréman, ni fars pi. I rèt a nou trwa mwa zour pou zour ziska mwa d'désanm, trwa mwa pou tynbo séryé, pou trouv lo bout èk zéléksyon i vyin. Pous pa lo bato, san sirpriz ni rant dann ron. Konm i di, kandida i mankra pa. Kisa néna in vizyon pou nout péi domin ? Kisa néna in program dévlopman séryé pou la Rényon ? Kisa, kisa ?

An kadmwinn, mi pans fo fé in gran rasanbloman pou so zéléksyon la. Ek kisa ? Sanm pou mwin, fo fé lo rasanbloman lo pli larz posib, pou byin antropran konm i fo domin la konstrikasyon nout péi. Ni pé pa fé lo rasanbloman èk domoun i gaspyi nout péi, èk domoun kaylouch, i mont lo mir tor, kan i mont lo mir tor, i fo arkasé pou romonté. Na pwinn larzan, ni lo tan pou pèrd. Fo fé lo rasanbloman èk sak lé dakor èk nout program, vik nou tousèl nou néna pou triyé, i di touzour odrémié touzour pran zorizinal o lièk fotokopi.

Tout i konpran byin, pa in rasanbloman èk bann véyèr d'kok, ou sinonsa èk sak i tié zot papa konm Brutus. Lo rasanbloman pa pou gingn la plass, pa pou fé rant la famyi. Lo rasanbloman pou fé gingn la Rényon. Néna travay pou fé, i tonm byin domoun i atann ryink sa. Ni gonf pa nout jabo, ni di pa ni koné tout, pliské tout. Ni avans èk nout 25 propozisyon, nou néna solisyon. Konm Loran ni di "Nou lé pa plis, nou lé pa mwin, réspèk a nou". Sépousa konm dopi lontan, zordi ankor ni vot pou lo rasanbloman.

Justin

« Dann batay i fé pa lo fion ! » - kozman pou la rout

In batay sa sé in n'afèr vyolan. Lo fion sé kan ou i fé dé manyèr, ou fé lo zantiy . Zot i konpran dé mo-la i antan pa inn avèk l'ot . Sans prop : ni oi kosa li vé dir. Astèr, mi domann amoin si nana, konm dann bann provèrb normal, in sans figuré. Kék shoz k'i fé ke lo kozman i kol avèk d'ot sityason. Si nana sé in vré provèrb ; si na poin sé in sinp kozman. Dann la politik osi lé konmsa, i fo ou i afayi out l'advèrsèr : si la pa forséman in batay kou d'poin, kou d'pyé sé kant mèm in lite é la règ nout provèrb i tienbo d'bout, mé mi ariv pa de dir si sé in vré provèrb pou vréman... in règ lé vré dann plizyèr sityasion. Kosa zot i anpans zot ? Arien ditou ? Fé travay z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyèr griz ! zot va oir ké rant-rant ni pé z' ète tazantan dakor rantre nou.